

Discours de Bart De Wever, Cercle de Wallonie 30/11/2010

Mesdames et messieurs,
Chers amis,

Avant de commencer mon allocution, permettez-moi de remercier certaines personnes. Tout d'abord, je remercie le Cercle de Wallonie, et en particulier André Van Hecke, de m'avoir invité à participer à cet événement spécial dans ce cadre magnifique. Ce n'est pas une évidence d'inviter un homme qui est traité parfois de Milosevic flamand par une certaine presse...

Je souhaiterais également remercier Didier Reynders pour sa présentation. Je craignais qu'il ne commence son discours de la même manière que Shakespeare au moment des funérailles de César : « Je viens pour ensevelir César, non pour le louer ». Mais tel ne fut heureusement pas le cas.

Enfin, laissez-moi vous remercier tous de me donner l'opportunité de transmettre mon message en toute franchise. Je raconte toujours la même histoire en Wallonie qu'en Flandre. Mon récit paraîtra peut-être singulier, il se peut qu'il vous heurte et que beaucoup d'entre vous ne soient pas d'accord avec moi. C'est votre droit le plus strict. Cependant, le fait que vous soyez disposés à discuter avec moi prouve que les Flamands et les Wallons ont encore la volonté de dialoguer pour trouver des solutions aux problèmes qui les opposent.

En effet, à en croire les médias, c'est principalement là que le bât blesse: le manque de volonté de la part des néerlandophones et des francophones de discuter, de se comprendre, de se mettre dans la peau de l'autre pour tenter de concevoir sa vision. Et comme le révèle le titre de cette conférence, je suis souvent désigné comme le « valet noir ». Je monte les gens les uns contre les autres, je divise la société, je répartis les habitants de ce pays dans des petites cases et j'opère aussi une distinction entre les bons et les mauvais, entre les valeureux Flamands et les Wallons fainéants. Le problème de la Belgique, c'est moi, et par extension le Mouvement flamand. Si mon parti venait à disparaître, ces problèmes s'évaporerait avec lui. Mesdames et messieurs, pour être tout à fait franc, ne prenons pas nos désirs pour des réalités, car les suites de la maladie sont trop souvent considérées comme la maladie elle-même.

Laissez-moi vous raconter une anecdote. Une fois tous les x temps, je reçois au bureau un coup de téléphone d'une vieille dame qui habite à Anvers. Elle est francophone d'origine mais parle parfaitement le néerlandais. Elle s'est installée à Anvers dans les années 30 afin de suivre son mari et vit depuis toutes ces années dans la plus belle ville de notre pays. Et pourtant, elle me pose toujours la même question : mais qu'avez-vous donc contre les francophones ?

Avant même que je ne puisse répondre quoi que ce soit, cette dame me raconte toute sa vie avec un trémolo dans la voix. Elle me parle de son mari défunt qui a été prisonnier en Allemagne, de toutes les personnes qui se sont battues pour la Belgique, des moments difficiles de leur vie et des heureux événements vécus ensemble.

Ensuite, dès qu'elle a terminé son récit, elle conclut en me posant la question que vous êtes certainement nombreux à vous poser : pourquoi vouloir réaliser une nouvelle étape vers la scission de ce petit pays ?

Les questions de cette dame sont davantage des préoccupations, elle n'attend pas réellement de réponse de ma part. Elle veut surtout me faire comprendre que les francophones n'ont absolument rien contre les Flamands, et que les Wallons aimeraient, eux aussi, du changement. Et pour être honnête, cette dame a raison.

C'est pourquoi j'aimerais affirmer clairement que le fait que les Flamands souhaitent une plus grande autonomie ne résulte pas d'une rancœur historique engendrée par le « mal » commis dans le passé. La raison n'est pas non plus une réaction face à la prétendue domination culturelle des francophones ou un repli du peuple flamand. Les Flamands qui aujourd'hui agissent encore comme s'ils étaient opprimés, se leurrent complètement. De plus, la Flandre est une région relativement prospère, investie du devoir moral d'aider ses voisins. L'égoïsme de groupe ne devrait jamais être un moteur.

Mais alors pourquoi les Flamands réclament-ils une plus grande autonomie ? La réponse est très simple, mais elle est essentielle. Les Flamands cherchent une gestion démocratique et efficace, pour eux comme pour les Wallons.

Depuis sa création en 1830, la Belgique était une nation francophone, dirigée par une élite francophone qui pouvait maintenir sa domination politique sur la majorité des pauvres flamands incapables de parler le français, à travers le suffrage censitaire. Ce système excluait les Flamands néerlandophones du processus démocratique et les condamnait à la marginalité sociale et culturelle. Au début, le Mouvement flamand était donc un mouvement de réforme. Il ne voulait pas séparer la Flandre du reste de la Belgique, mais il entendait redéfinir la démocratie belge afin que tous les Flamands puissent participer au processus démocratique. L'introduction en 1893 du suffrage universel avec vote plural a permis au peuple flamand de prendre part à la démocratie belge, marquant ainsi le début de la lutte en faveur de la justice sociale, de l'égalité des droits, de l'abolition des barrières linguistiques et, par conséquent, sociales.

Le professeur anversois Herman Van Goethem considère l'application du droit de vote plural comme la première fissure en Belgique, l'élément fondamental qui a provoqué la séparation des voies des Flamands et des Wallons. Car le Mouvement flamand n'a pas réussi à redéfinir la démocratie belge. L'élite politique acceptait les réformes à contrecœur et tentait toujours d'en atténuer les effets. Cette attitude a conduit à la radicalisation de l'opinion publique flamande.

La méfiance envers les réformes est l'une des constantes de l'histoire politique belge. Et cette méfiance est nourrie par la crainte des francophones d'être dominés par la majorité flamande en Belgique.

La réaction face à cette crainte s'est toujours traduite par des mécanismes de protection politiques : le choix initial des francophones du principe de territorialité avant le principe de personnalité, à l'origine du tracé de la frontière linguistique ; la parité politique ; les diverses majorités des deux tiers ; les verrous apposés sur la Constitution ; les lois à majorité spéciale ; les procédures de sonnette d'alarme ; les conflits d'intérêt, etc. Au lieu de mettre en place une démocratie belge, au sein de laquelle Flamands et Wallons ne formeraient qu'un seul et même peuple, l'élite politique a créé sa propre démocratie francophone en tentant de contrer la majorité flamande. Cette démocratie francophone s'est enracinée dans la nation belge. Par conséquent, la Flandre, qui était une communauté culturelle, s'est transformée en une sous-nation et, par la suite, en une contre-nation. Le pays s'est scindé en deux peuples. C'est Jules Destrée, le chef de file socialiste wallon qui, en 1912 déjà, écrivait au Roi Albert I^{er} « Sire, il n'y a pas de Belges ».

Aujourd'hui, la Belgique n'est plus une démocratie, elle se compose de deux communautés démocratiques : la démocratie flamande et la démocratie francophone. Chacune dispose de ses propres partis, médias, accords politiques et sociaux et, à travers le fédéralisme, de ses propres institutions politiques. Lorsque Karel De Gucht, Commissaire européen, déclare que la Belgique n'est pas une démocratie mais plutôt un débat diplomatique permanent entre deux Etats, il ne s'agit pas de propagande nationaliste flamande, mais plutôt d'un simple constat.

Cette réalité est renforcée par le fait que les centres de gravité politiques de ces deux démocraties sont radicalement opposés. La Flandre estime majoritairement que l'intervention des pouvoirs publics, tant dans l'économie que dans la société, doit être limitée, que les marchés et la communauté doivent faire leur travail et que les pouvoirs publics ne doivent jouer qu'un rôle de soutien. En revanche, la majorité des francophones pensent que les pouvoirs publics doivent non seulement jouer un rôle actif dans l'économie et la société, mais qu'ils doivent également les réguler, voire les gérer.

Après les élections fédérales, ces deux démocraties se rassemblent autour de la table afin de négocier dans le but de former un gouvernement fédéral. Et elles se heurtent les unes aux autres. La Flandre souhaite mettre en place une politique stricte en matière d'immigration qui prévoit des conditions, des droits et des devoirs clairs. Les francophones sont quant à eux partisans d'une politique ouverte qu'aucun parti politique flamand ne peut accepter. Lorsque le bourgmestre bruxellois considère des attaques commises par des bandes armées de Kalashnikovs comme des « faits divers », tous les regards flamands se tournent vers la capitale avec indignation. Lorsque la Flandre veut appliquer le droit sanctionnel de la jeunesse parce que nous voulons mettre les jeunes face à leurs responsabilités, certains francophones crient au scandale et nous accusent de vouloir anéantir la protection de nos enfants. Lorsque les Flamands disent que nous devons prendre l'exemple de l'Allemagne, où le travail intérimaire a été assoupli, les allocations de chômage réformées, des mesures prises afin de contrer la flambée des coûts du travail et où le gouvernement a introduit des réformes difficiles mais nécessaires, la majorité de la Wallonie se cabre une fois de plus et dénonce des bains de sang sociaux! De l'égoïsme de groupe!

Ce choc de points de vue aboutit à une politique dont personne ne veut et dont les actions sont trop limitées. Le résultat est un pays caractérisé par l'un des plus hauts taux d'imposition et l'une des plus importantes dettes de la planète.

Les réformes sont cependant nécessaires car nous vivons à l'heure de la mondialisation et les autres pays ne restent pas les bras croisés. Par ailleurs, nous devons également analyser la situation au sein de la zone euro. Nous devons agir. Mais il n'y a pas de raison pour paniquer. Je fais un appel à tous les responsables politiques de ne pas inviter les loups chez les moutons pour manipuler l'opinion publique. Arrêtons aussi de parler de le soi-disant plan B. Il ne nous faut pas de jeu politique dangereux pour notre prospérité. Nous devons rapidement mettre en place un plan d'économie dynamique. A mon sens, nous devons d'abord procéder à des réformes structurelles ciblées sur la réduction des dépenses.

Nous sommes convaincus qu'en Flandre, nous disposons des moyens d'appliquer une politique qui répond au consensus flamand. Nous voulons augmenter de manière significative le taux d'emploi en éliminant l'enchevêtrement des plans emploi, en nous concentrant sur l'activation, en limitant dans le temps les allocations de chômage, en mettant un terme aux pièges du chômage et en rendant le travail réellement lucratif.

Nous entendons stimuler l'économie en remplaçant la pléthore de subsides par une diminution linéaire de l'impôt des sociétés, en encourageant les employeurs à créer plus d'emplois au moyen d'une

importante baisse des coûts salariaux, en réduisant la régulation des pouvoirs publics et en libéralisant certains secteurs. C'est grâce à cette politique que nous serons en mesure de préparer la Flandre à faire face aux défis de ce siècle. Et c'est pourtant celle que nous ne pouvons pas suivre en Belgique.

En faisant peser le poids du processus décisionnel sur les entités fédérées, nous renforçons, d'une part, la légitimité démocratique et consolidons, d'autre part, l'économie de nos régions. Une plus grande autonomie permettra à la Wallonie, à travers une politique adaptée, de retrouver sa force économique, son équilibre social et sa richesse. La Wallonie a besoin des compétences nécessaires afin de mener une politique qui réduira l'écart en matière de bien-être et d'emploi avec la Flandre. Elle doit revoir sa politique d'emploi, appliquer sa propre politique fiscale et instaurer une culture dynamique dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Je suis convaincu que si la Wallonie acquiert ces compétences, elle sera en mesure de s'engager réellement sur la voie de la reprise économique.

Si le Plan Marshall de Rudy Demotte est aussi efficace qu'il ne le prétend, pourquoi alors s'obstiner à refuser des compétences supplémentaires ?

Ceci nous amène maintenant à aborder la seconde constante de la politique belge : la crainte des francophones de s'enliser économiquement. Par le passé, cette peur se traduisait par la volonté d'obtenir plus d'autonomie. Alors que jusque dans les années 70, les

préoccupations des Flamands portaient sur des revendications culturelles, les responsables politiques wallons réclamaient quant à eux des compétences socioéconomiques dans le but de sauver l'industrie minière et sidérurgique en plein déclin. Les plans de la Wallonie à cet égard ont échoué. L'économie globale a changé et la Wallonie en a souffert, sombrant alors dans la récession et le chômage. Cette peur de l'appauvrissement se traduit désormais par une position radicalement opposée à celle dont nous venons de parler. En effet, la plupart des francophones préféreraient aujourd'hui limiter les transferts de compétences.

Ce comportement aboutit alors à des situations absurdes dans le cadre desquelles la Wallonie vante fièrement auprès de sa population les mérites du Plan Marshall, alors qu'au cours des négociations relatives à la loi de financement, elle ne veut surtout pas que les effets bénéfiques de ce plan soient pris en compte.

La Wallonie semble d'avoir peur de son ombre, et c'est regrettable parce qu'elle n'a pas à rougir d'elle-même. Cette région comporte de nombreux atouts: une population jeune, des entrepreneurs dynamiques et motivés, un passé glorieux ainsi qu'une culture et un patrimoine magnifiques. Et pourtant, les francophones ont peur de ne pas s'en sortir seuls, ils pensent avoir besoin de la Belgique et de la Flandre. De plus, ils croient que leur région est trop petite pour survivre seule, à l'instar de la Flandre.

Il convient plutôt de se demander si ces craintes sont fondées. C'est vrai qu'un pays ne peut pas être trop petit en raison de ses rendements d'échelle. Dans certains domaines politiques, ce sont les chiffres élevés qui comptent. Ce principe s'applique tout d'abord au

fonctionnement du marché interne. Plus le marché des biens est important, et plus les producteurs et consommateurs sont nombreux, plus la croissance économique est élevée. Les rendements d'échelle sont également nécessaires en matière de défense et de sécurité. Il est préférable que le développement d'une stratégie sécuritaire, d'une force militaire ainsi que l'armement et l'organisation de celle-ci s'opèrent à grande échelle. L'intérêt de ces rendements d'échelle n'est pas non plus négligeable en ce qui concerne l'influence sur la politique internationale. Les grands pays ont plus de poids dans la balance, le fait est là.

Mais la Belgique n'est pas non plus un grand pays. Est-ce que c'est pas vrai qu'elle perd la majeure partie de son efficacité par son hétérogénéité démocratique, tant que ses rendements d'échelle sont extrêmement limités? Nous ne sommes ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne. Je crois donc qu'en ce qui concerne les besoins à grande échelle, nous devrions nous tourner plutôt vers l'Europe. La régionalisation et la globalisation ne sont, à mon sens, pas des concepts opposés mais simplement complémentaires. La Belgique est coincée entre ces deux pôles et elle est vouée à perdre progressivement des compétences à ces deux niveaux.

Cet avenir ne doit pas faire peur. Les chiffres démontrent que les petites nations ont tendance à assurer une certaine homogénéité sociale, à l'origine d'une réduction du fossé entre les riches et les pauvres. Par ailleurs, en raison de leur petite taille, ces pays sont contraints de se tourner vers une économie ouverte, ce qui représente de toute évidence un avantage considérable au sein du marché international. Les petites nations ne peuvent pas se

permettre d'être protectionnistes. Une petite nation ancrée dans un réseau supranational comme l'Union Européenne me semble donc être très bien placée pour s'occuper de l'avenir.

Mesdames et messieurs,
Chers amis,

Nous croyons que l'Europe et les régions sont les niveaux du futur, les niveaux vers lesquelles notre pays évoluera inévitablement. Cela sera à la faveur des Flamands et des francophones, mais cela ne veut pas dire que nous rêvons du grand jour, du jour que l'heure de la Flandre est arrivée. Nous ne sommes pas des révolutionnaires, nous sommes opposés à cette sorte de radicalisme. Personne ne veut faire éclater ce pays, personne ne veut le chaos.

Nous sommes partisane d'une évolution en douceur qui aboutira à plus d'autonomie et au renforcement de la démocratie, une évolution qui permettrait aux Flamands et aux Wallons de devenir plus forts et de maintenir la solidarité entre le nord et le sud du pays.

Nous devons réformer ce pays. Ce défi est de taille. Les problèmes et les différences de point de vue sont considérables et la plupart du temps, la situation semble insurmontable. Cependant, les problèmes peuvent être résolus s'il y a une volonté politique. Moi, j'y suis prêt.

Je vous remercie.